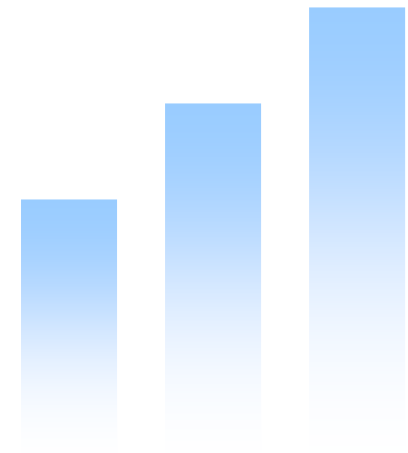


COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION REIMS METROPOLE

Principaux enseignements de l'analyse financière

VERSION ACTUALISÉE AU 31 AOÛT 2009



6 rue du Général de Larminat • 75015 PARIS

Tél. : 01 43 06 08 10 • Fax : 01 47 34 15 83

e-mail : cmk@cabinetmichelklopf.fr

site : www.cabinetmichelklopf.fr

DEFINITIONS

- **Epargne brute** = solde des recettes et des dépenses réelles de fonctionnement

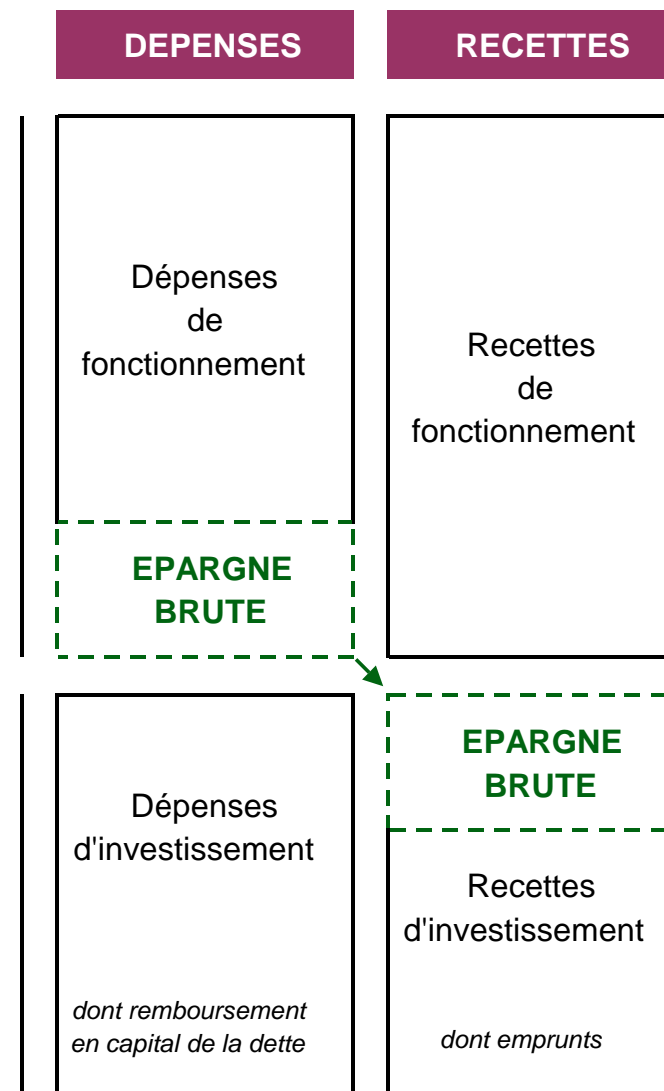
⇒ **Indicateur de l'aisance de la section de fonctionnement**

⇒ **Indicateur de la capacité à investir**, traduisant l'**effet de levier** du fonctionnement sur l'investissement

1 d'épargne supplémentaire équivaut à un potentiel d'investissement net de 10

- **Taux d'épargne brute** = rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement

⇒ Seuil limite « empirique » pour une collectivité locale = **7/8%**



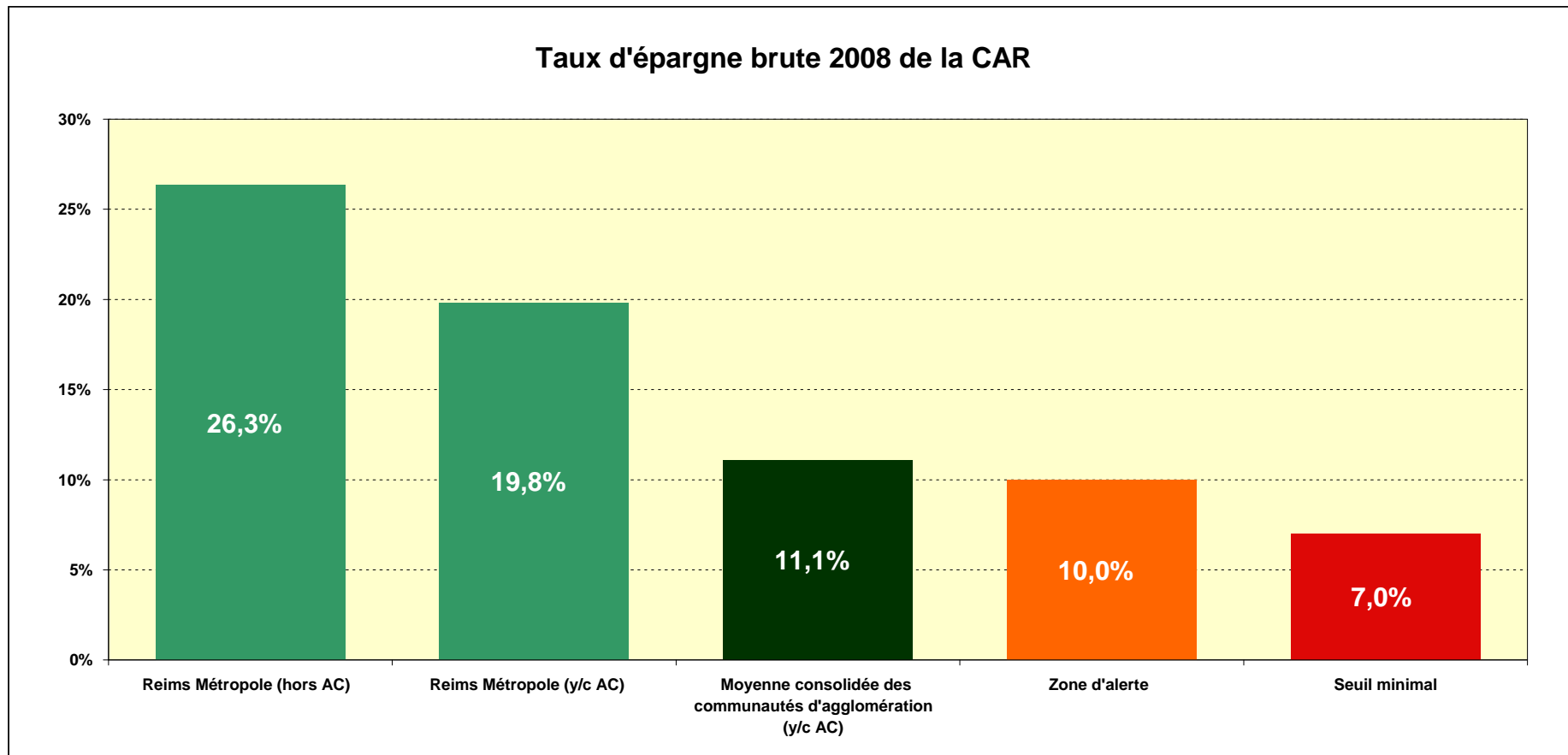
- **Capacité de désendettement** = rapport entre le stock de dette et le flux d'épargne brute dégagé chaque année en section de fonctionnement
 - ⇒ Signification de ce ratio = mettre en regard l'encours de dette et les moyens de remboursement récurrents dont dispose le Département, c'est-à-dire l'épargne brute
 - ⇒ Objectif pour une collectivité locale = être en mesure de se désendetter sur la durée résiduelle des équipements qu'elle finance, afin de ne pas obérer sa capacité à réinvestir dans le futur...
 - ⇒ ... ce qui correspond à un « plafond » absolu de capacité de désendettement de **15 ans** pour une collectivité locale disposant d'un patrimoine d'une durée de vie initiale de 30 ans (voire plus), et qui se situe *statistiquement* à mi-vie

LA STRUCTURE DU CA 2008

DEPENSES		RECETTES	
Attribution de compensation	42,3	Produits de TP transférés par les communes (y compris compensations)	111,2
Dépenses de gestion	92,4	DGF interco	9,8
Frais financiers	2,3	Versement transport	34,4
EPARGNE BRUTE	33,9	Autres produits	15,5
Capital dette	5,1	EPARGNE BRUTE	33,9
Investissements	67,7	Subvention Ville	22,0
		Autres recettes définitives	9,0
		Emprunt	7,1
Excédent de clôture mis en réserve = 0,8 M€			

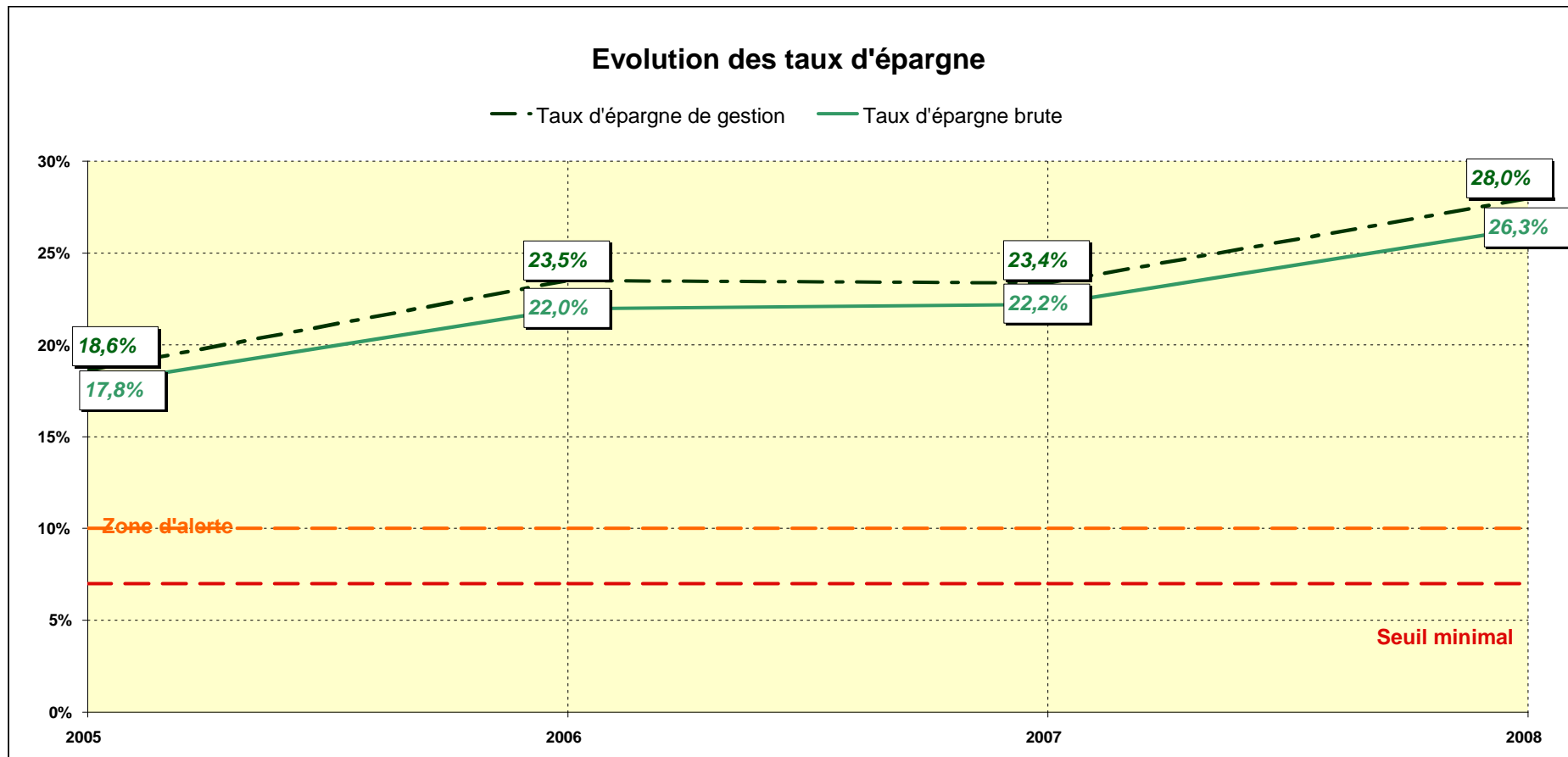
Surface financière réelle de Reims Métropole = 131,4 M€

Vision « statique » = un taux d'épargne **très satisfaisant**, qui se situe à un niveau **bien supérieur à la moyenne**



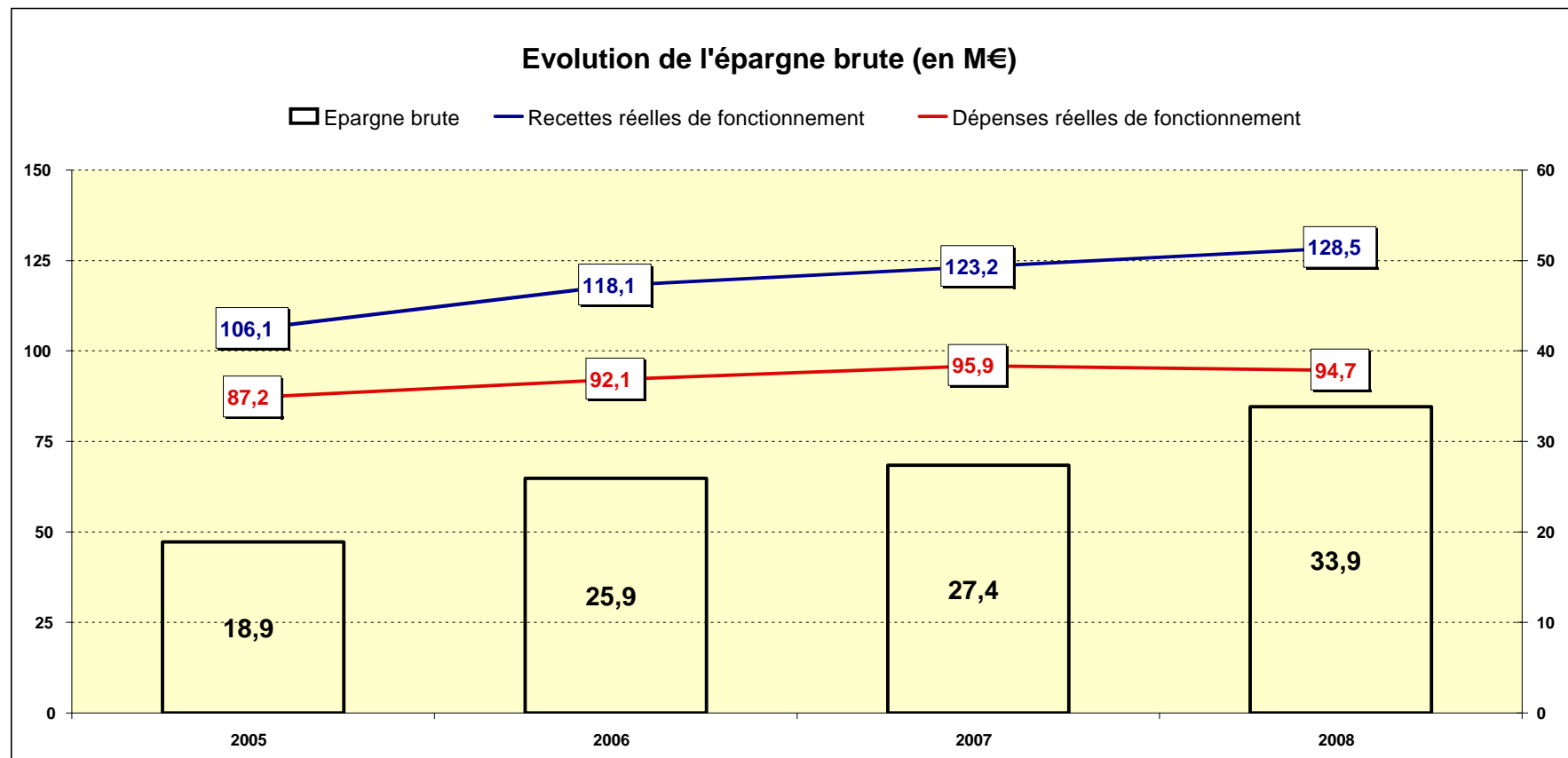
L'EPARGNE BRUTE

Vision « dynamique » = une **tendance croissante** depuis 2005, témoignant d'une consolidation régulière des capacités d'épargne de la CAR



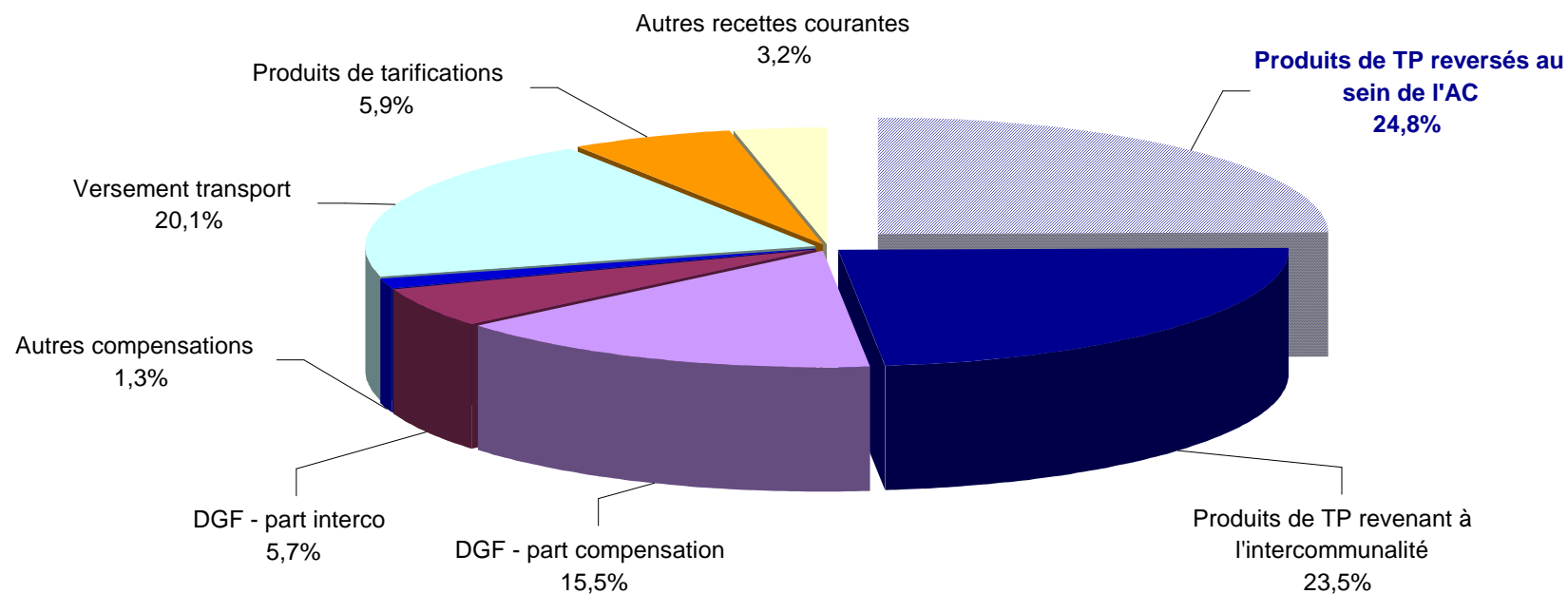
L'EPARGNE BRUTE

Facteurs d'explication = une **bonne tenue des recettes courantes** et, en 2008, une **baisse des dépenses** liée à la réduction de 2,5 M€ de la subvention forfaitaire d'exploitation versée au délégataire « transports »

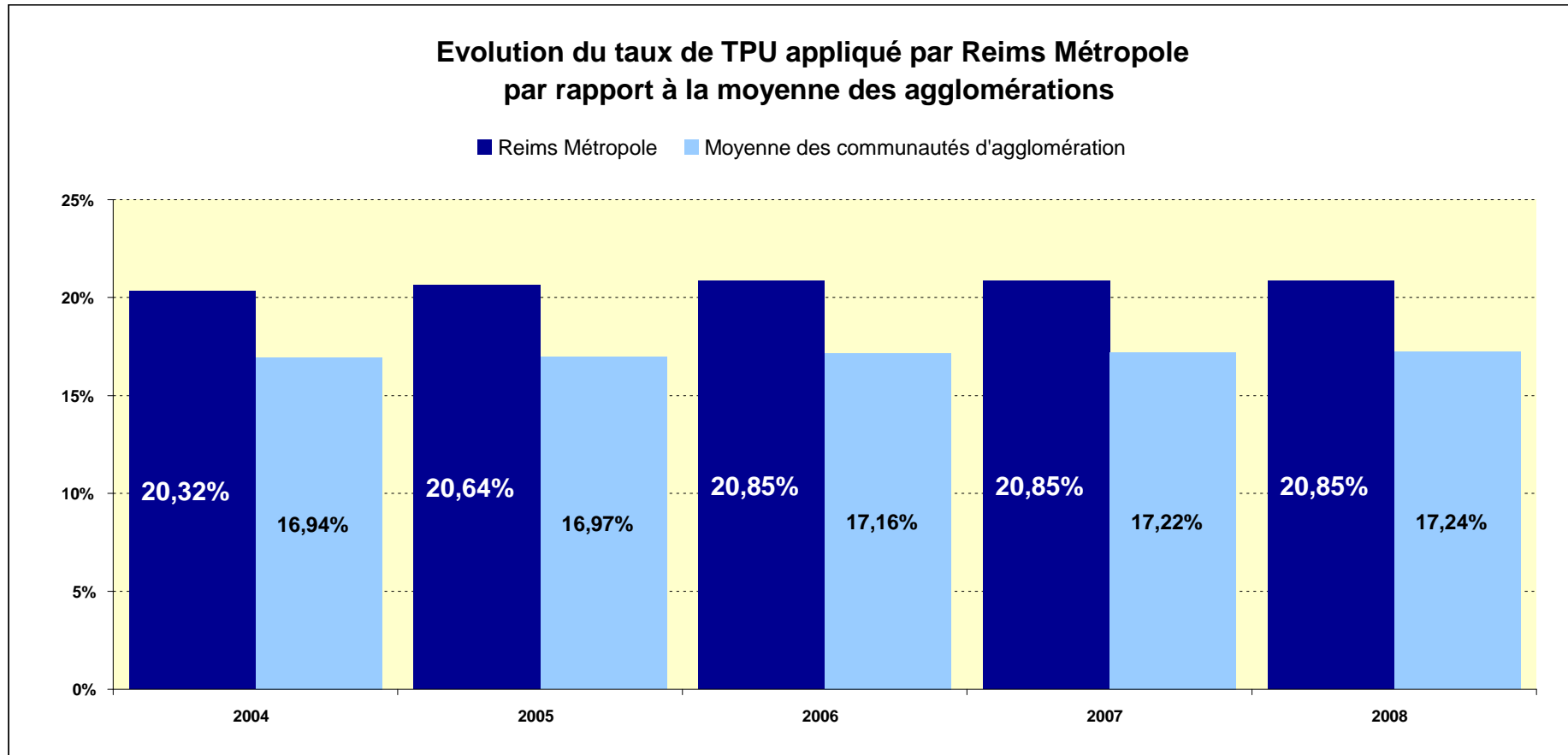


LA STRUCTURE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

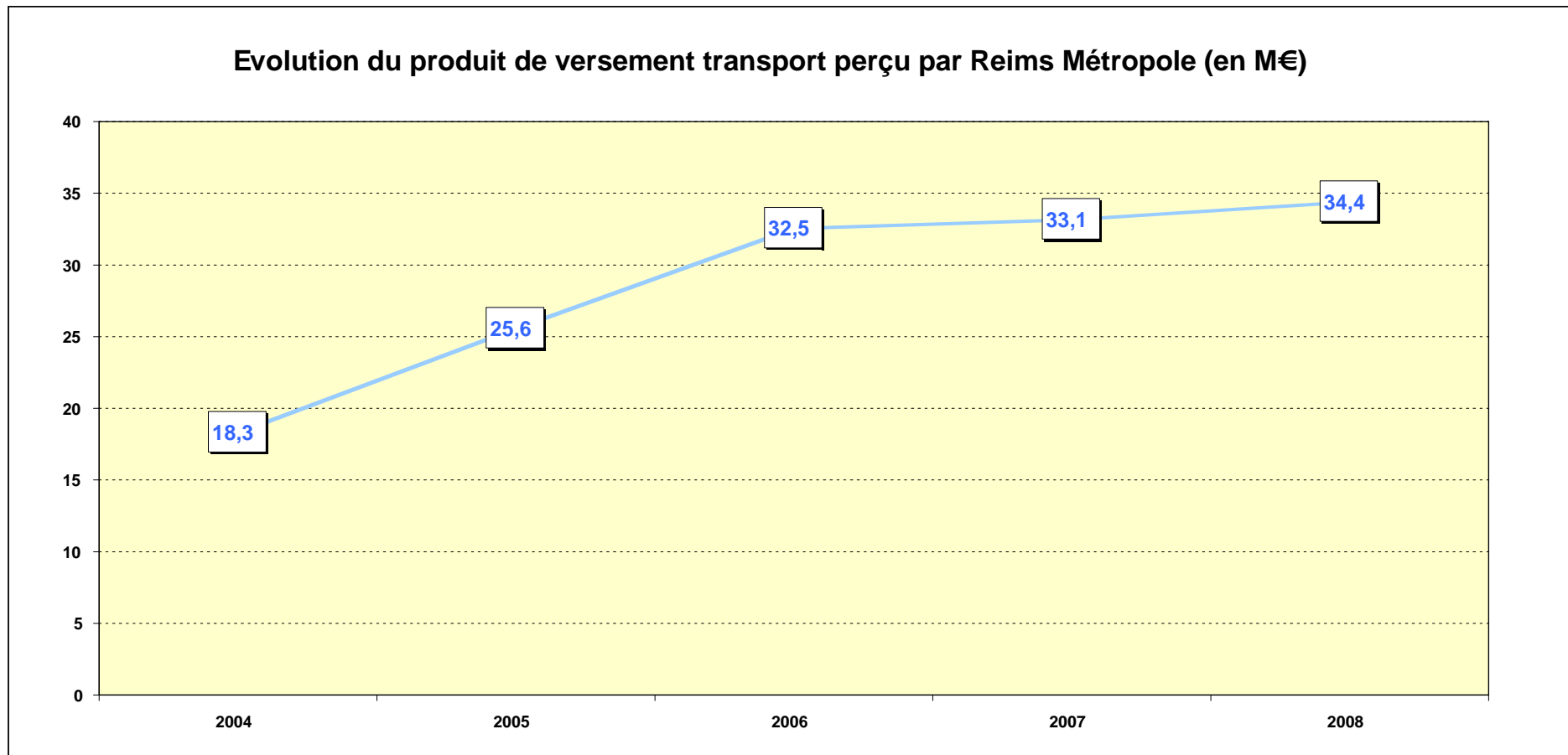
Structure des recettes réelles de fonctionnement de Reims Métropole en 2008



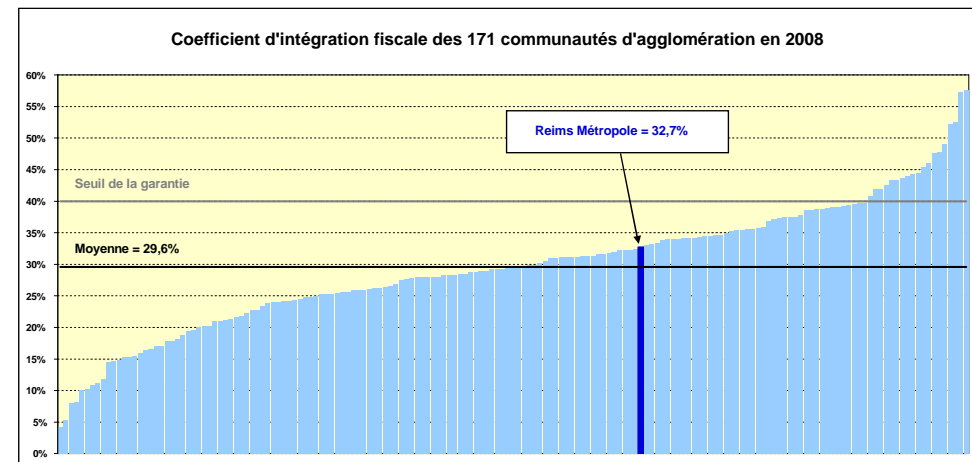
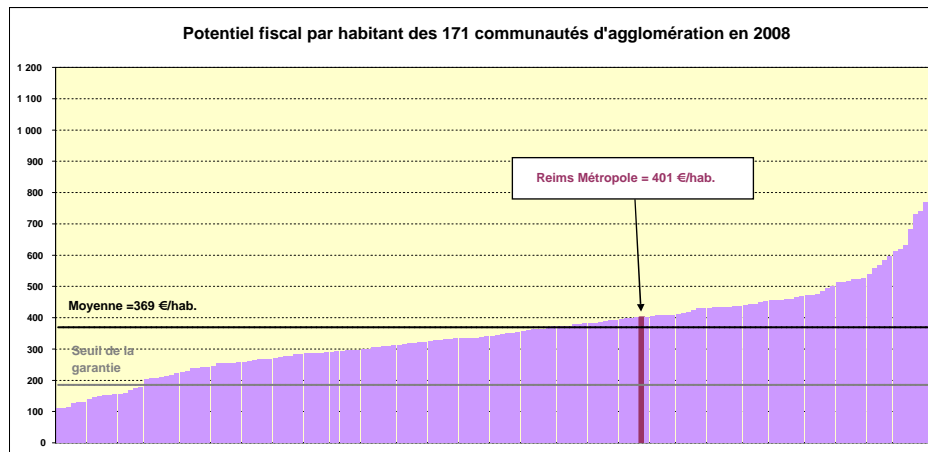
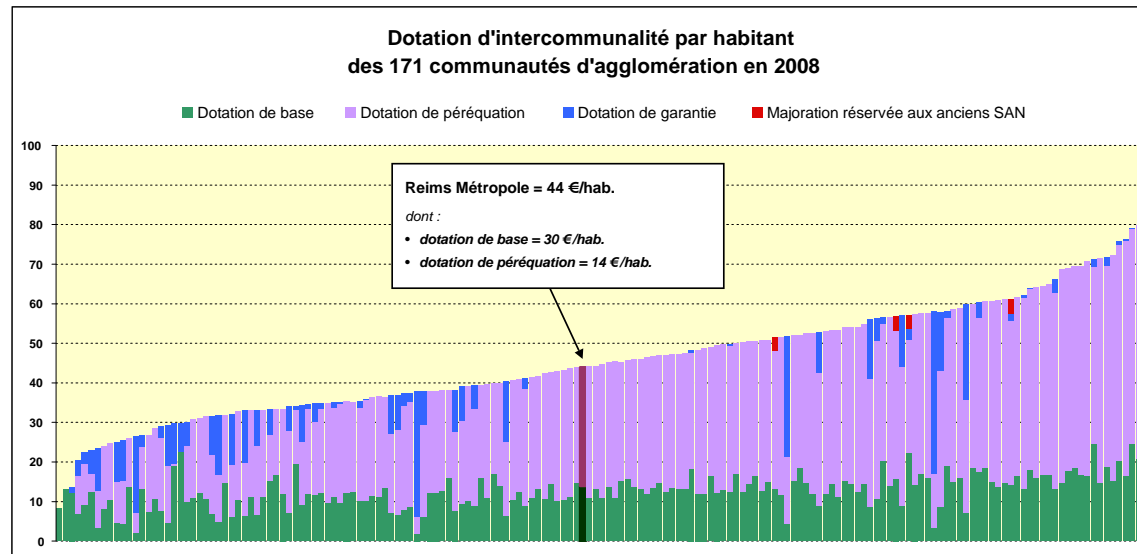
UN DEGRE DE PRESSION FISCALE SIGNIFICATIF



UN DEGRE DE PRESSION FISCALE SIGNIFICATIF

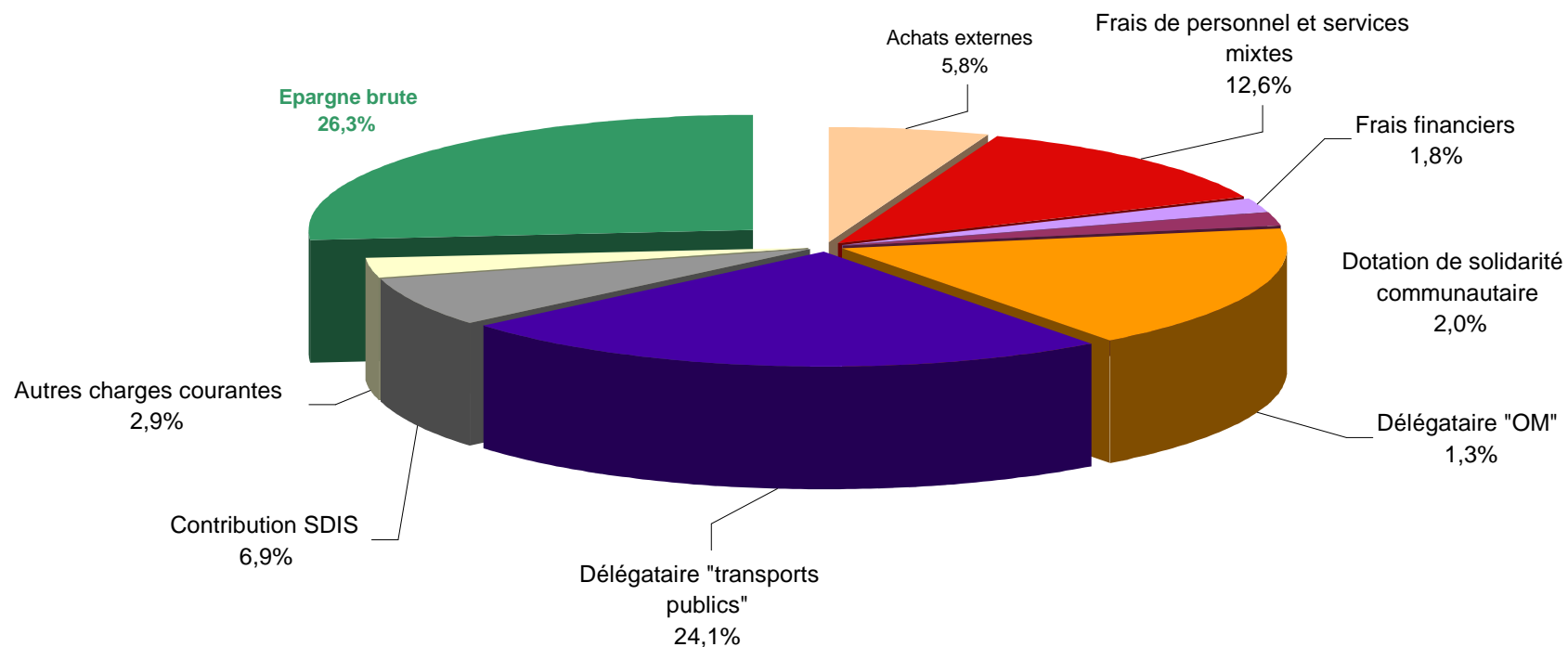


DES CONCOURS DE L'ETAT PEU DYNAMIQUES



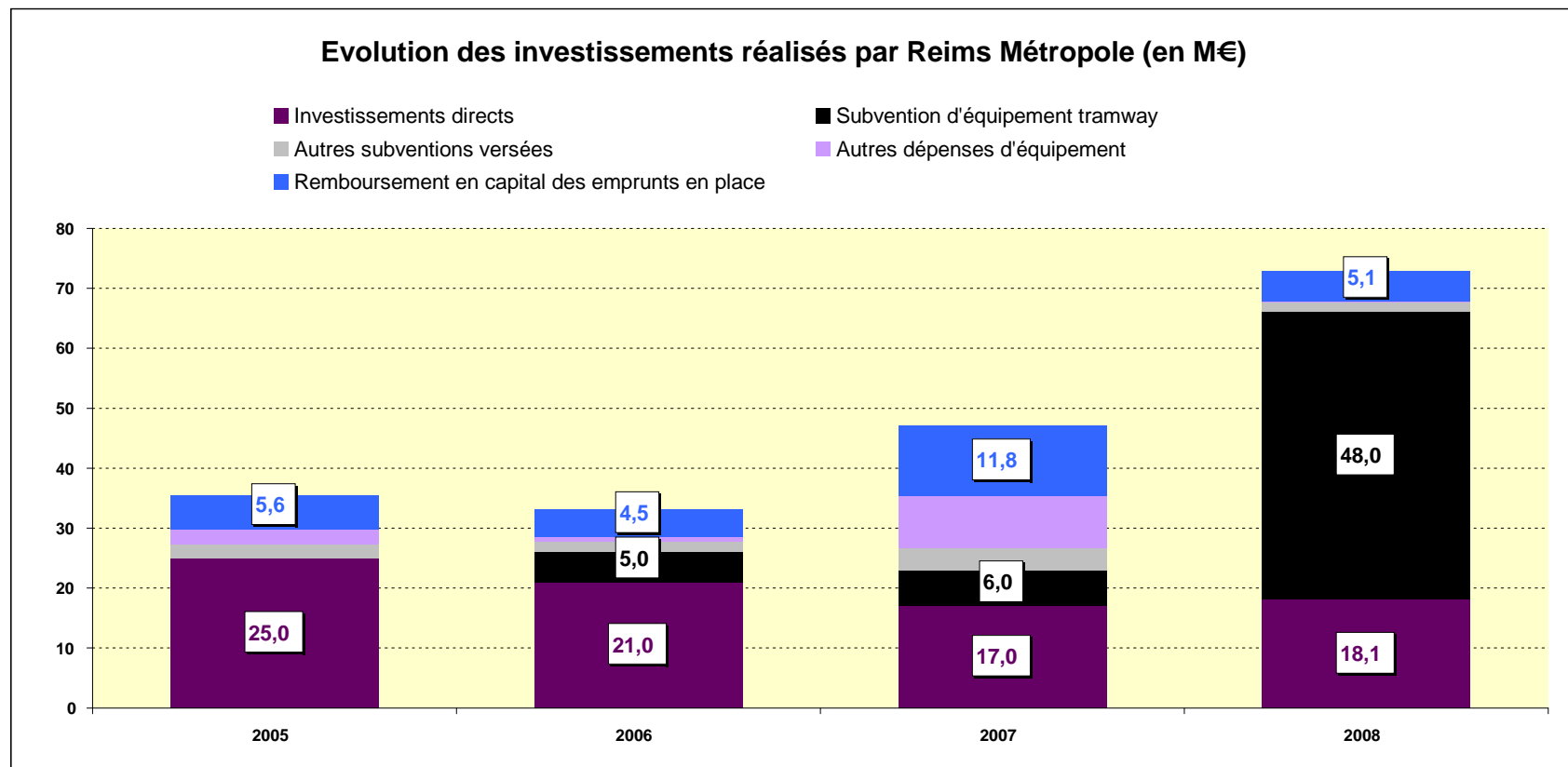
LA STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Structure des dépenses réelles de fonctionnement de Reims Métropole en 2008



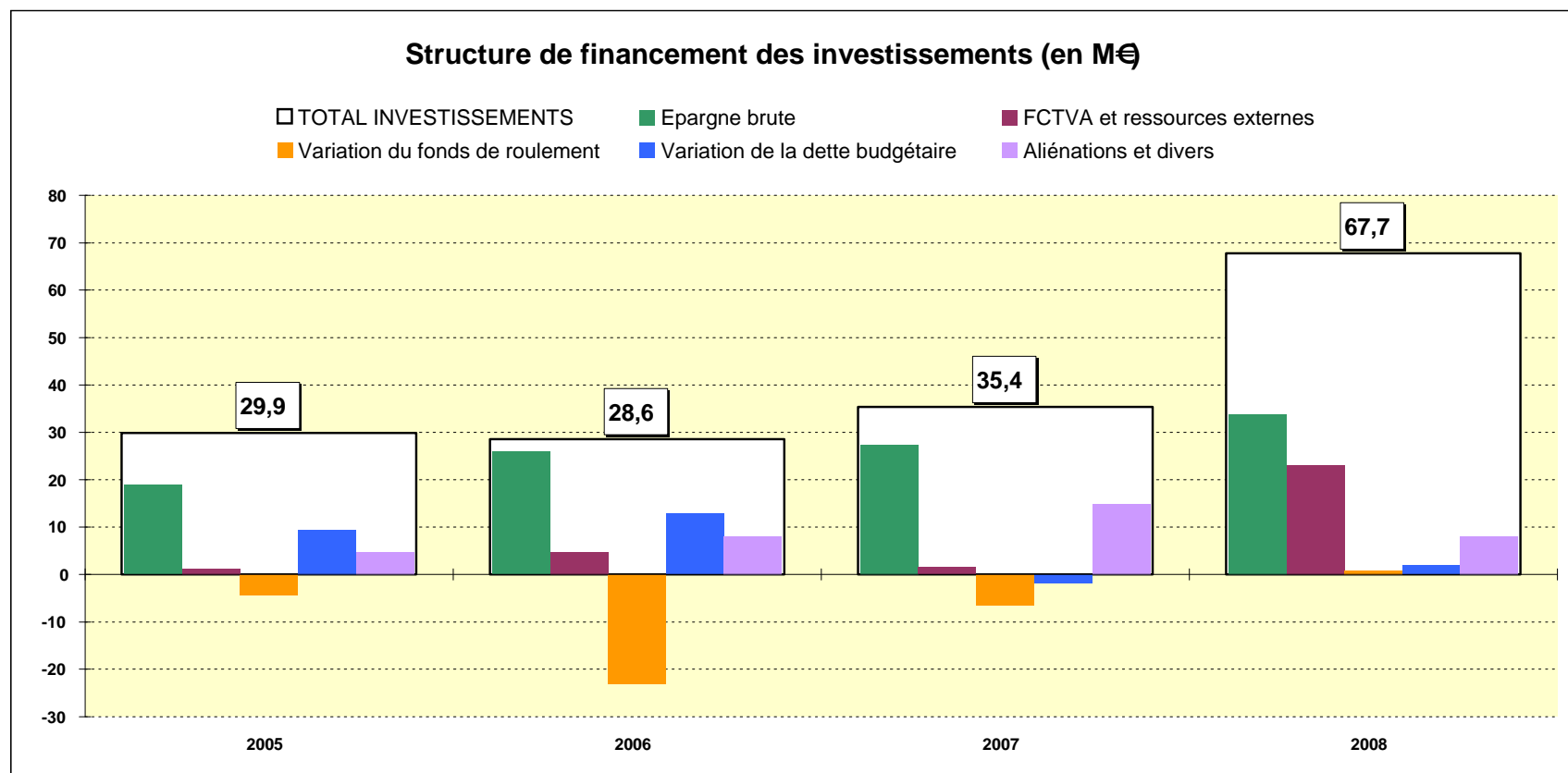
L'EFFORT D'INVESTISSEMENT

Entre 30 et 50 M€ d'investissements en moyenne jusque 2007, mais une **forte hausse** en 2008 du fait de la montée en régime de la subvention d'équipement versée au titre du tramway



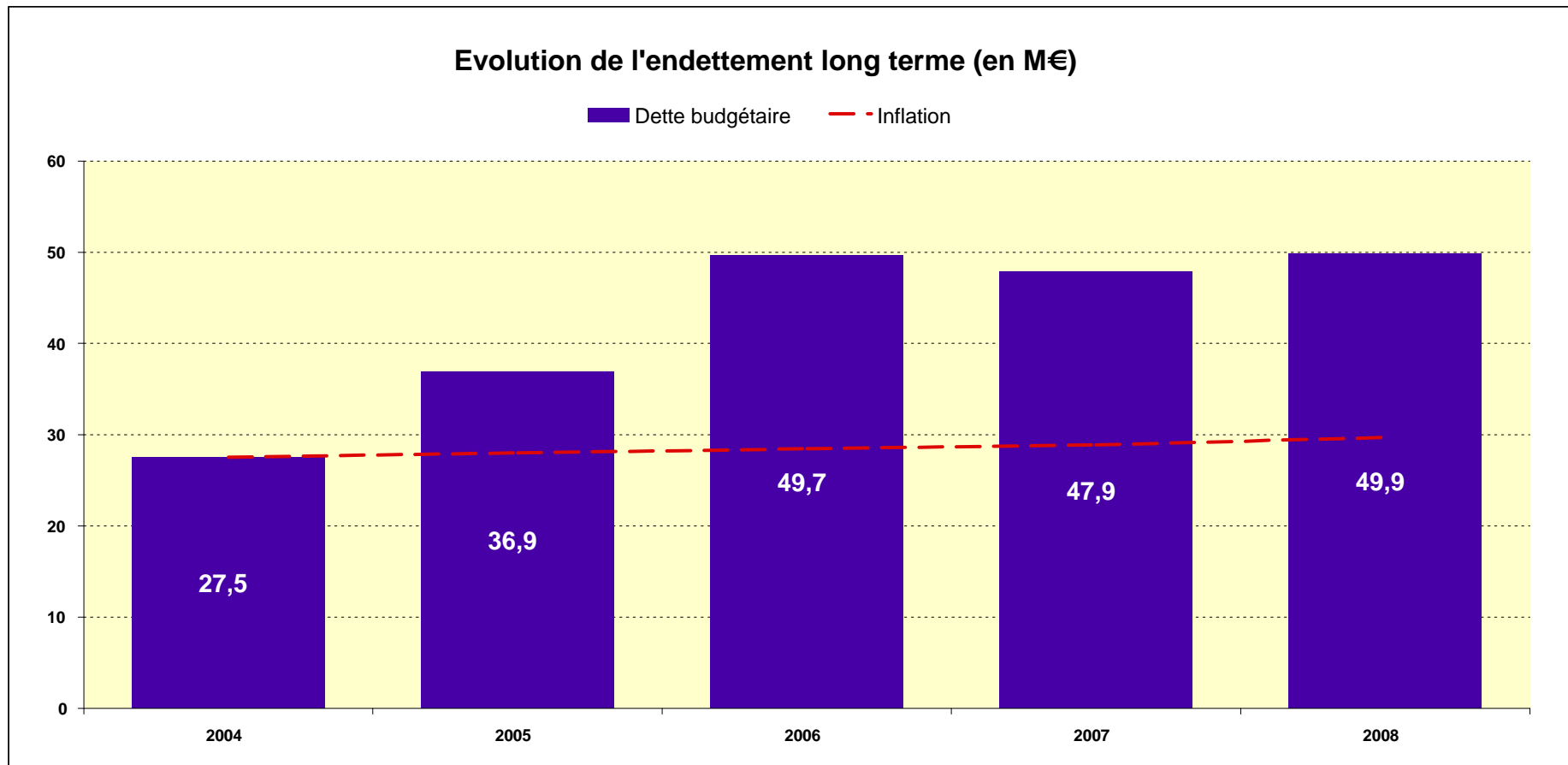
LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Un taux d'autofinancement des investissements élevé (entre 63% et 91%) jusque 2007 et la perception d'importantes ressources externes dédiées au projet de tramway en 2008



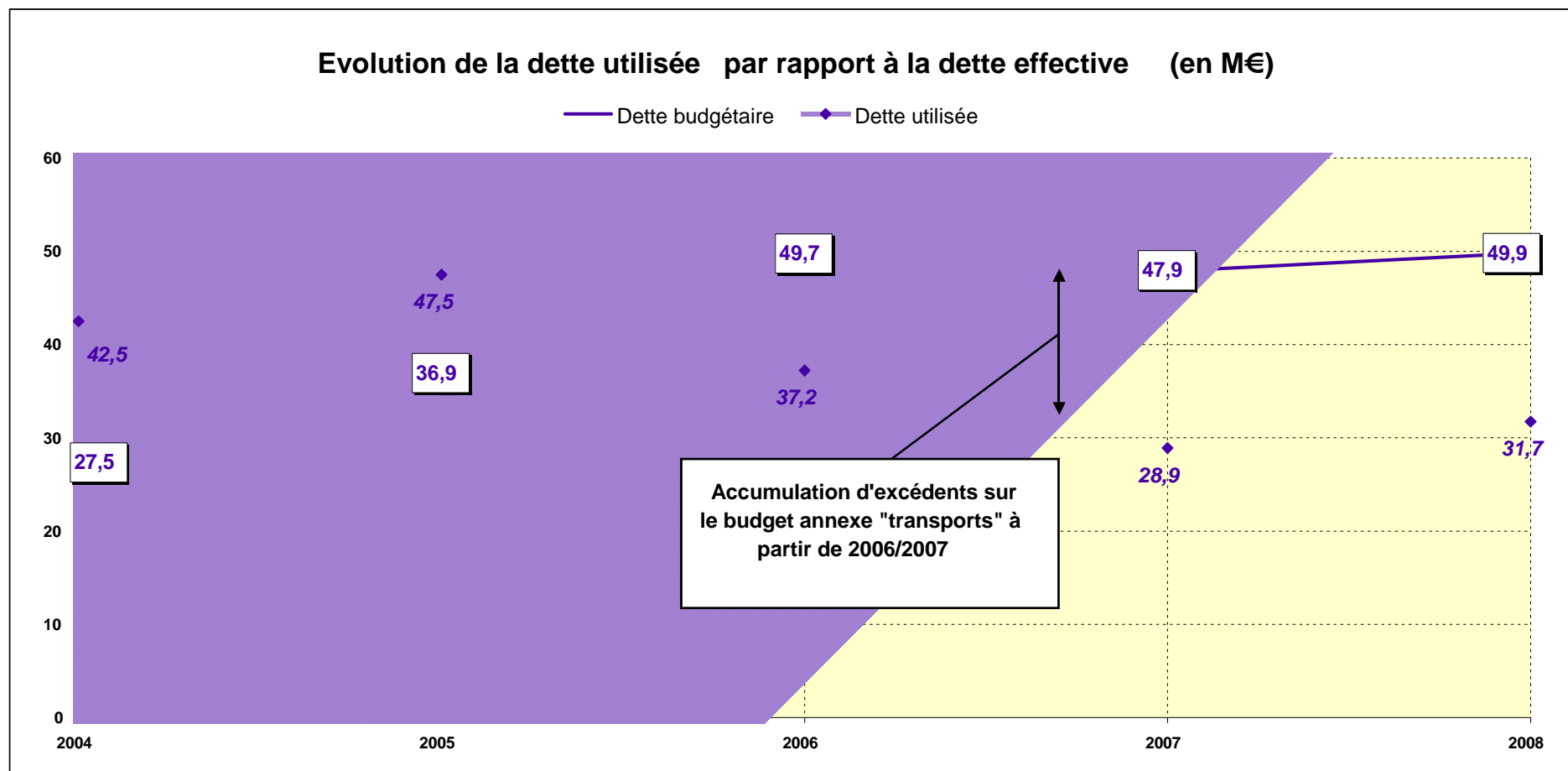
LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Conséquence logique = une dette **pratiquement stable** depuis 2006...

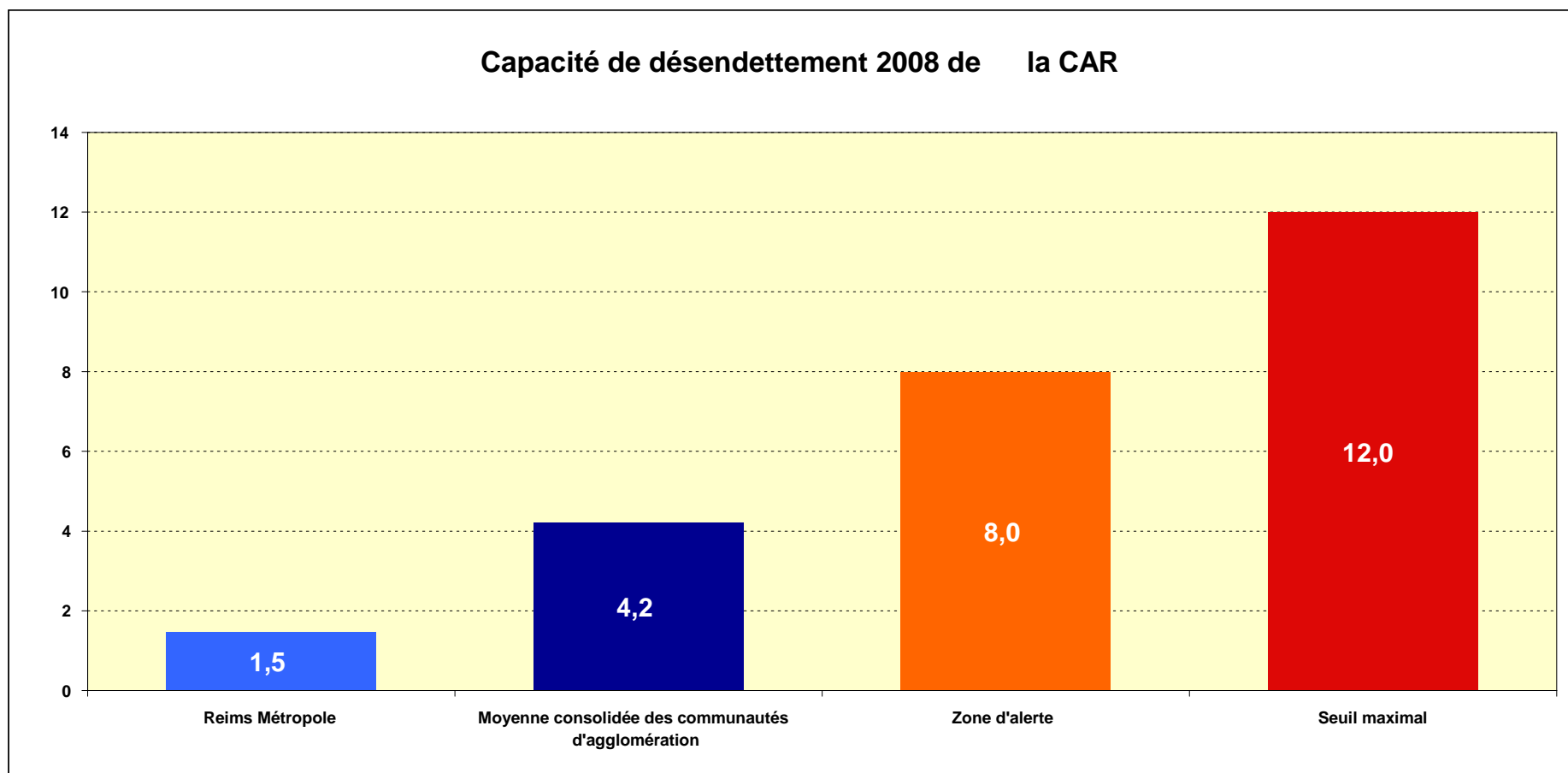


LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

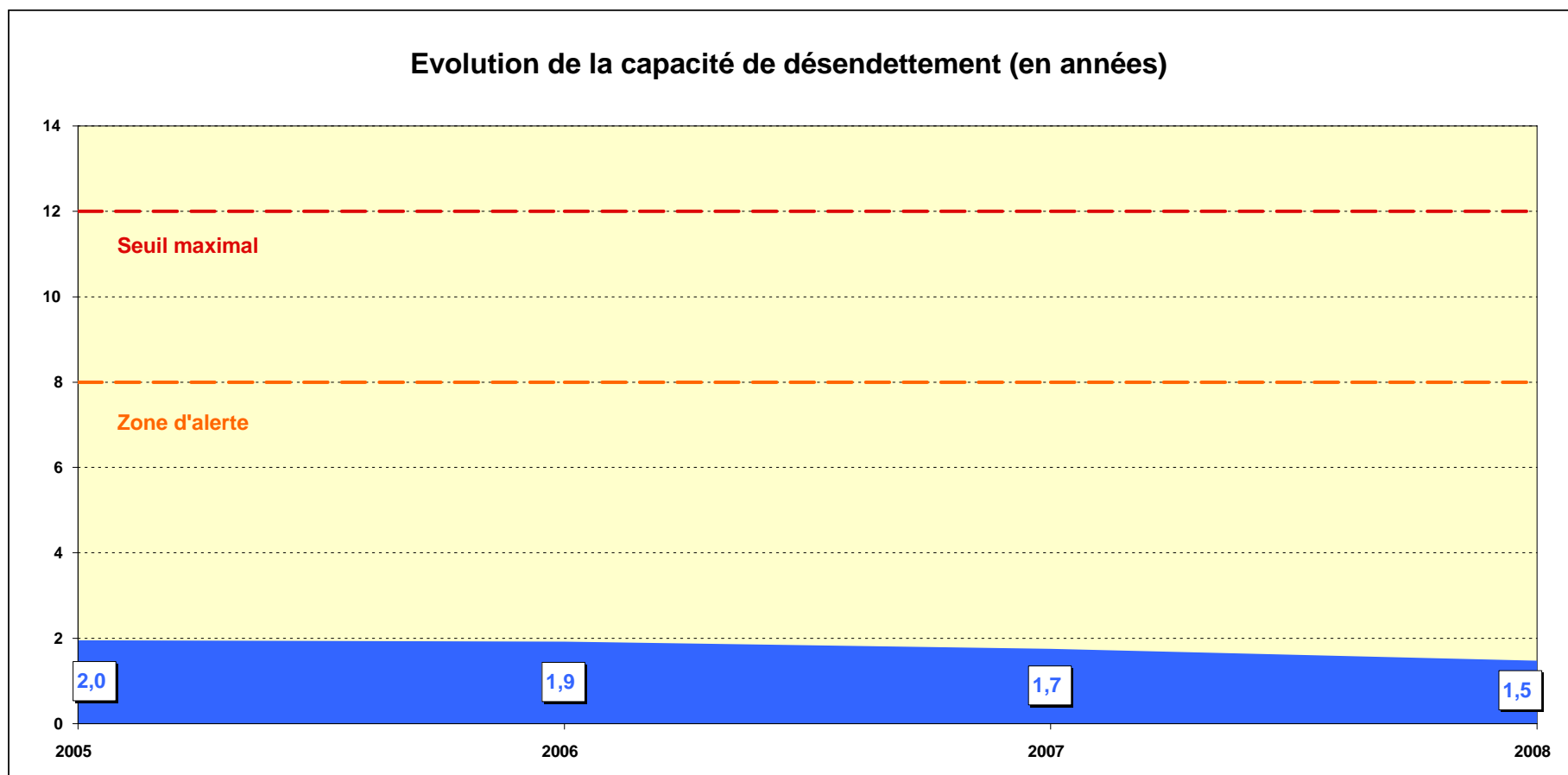
... et qui est largement venue abonder le fonds de roulement de la CAR



Vision statique = une capacité de désendettement nettement **moins élevée** que la moyenne en 2008



Vision dynamique = une **amélioration** du ratio au cours des quatre derniers exercices, à partir d'un niveau déjà favorable en 2005



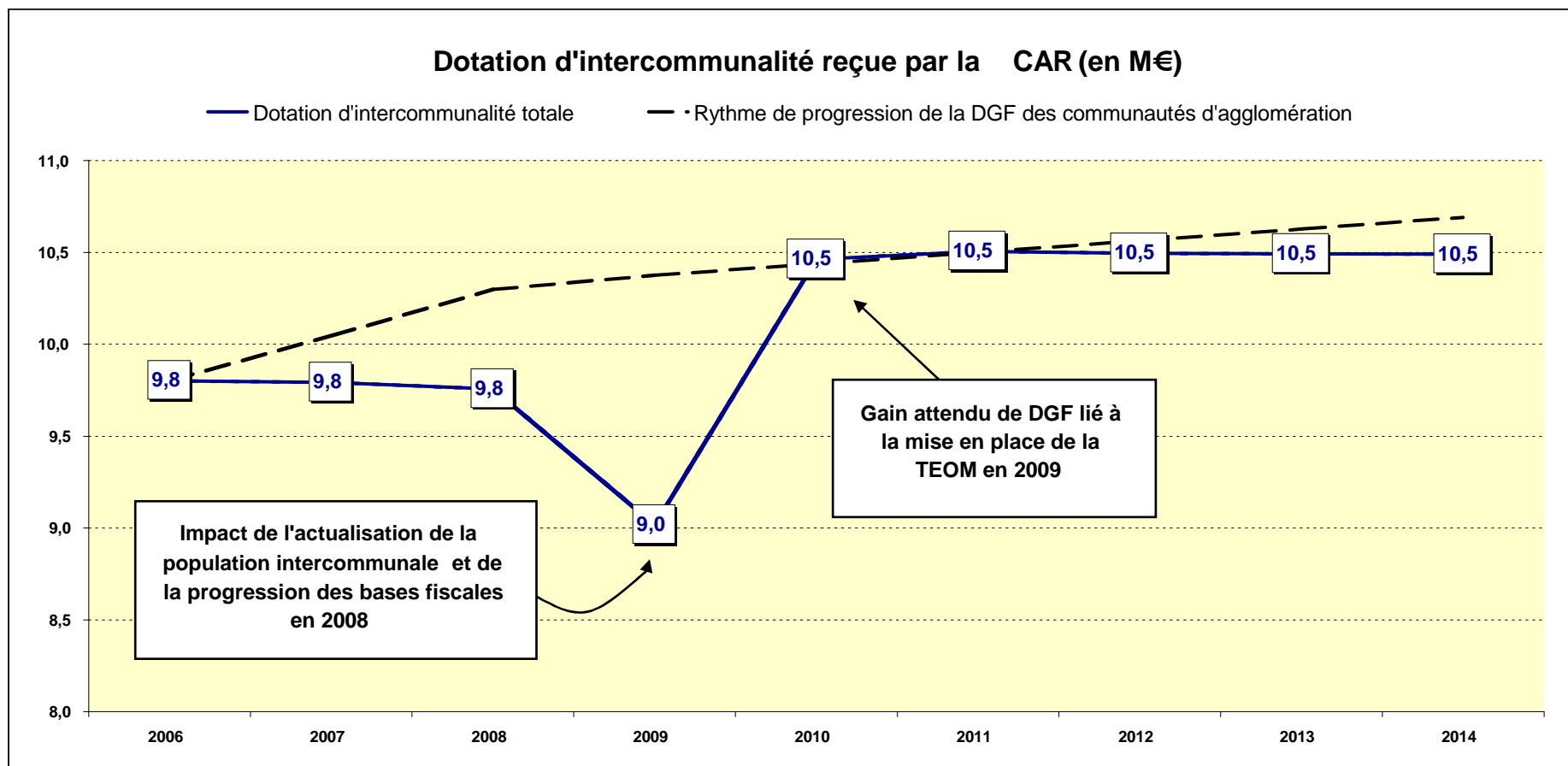
SYNTHESE DE LA RETROSPECTIVE

- Une nette consolidation des marges de manœuvre financières de la Communauté d'agglomération de Reims en 2008, tant pour ce qui concerne son fonctionnement courant que sa section d'investissement
- +6,5 M€ d'épargne brute supplémentaires dégagés en 2008, portant ainsi le taux d'épargne de l'agglomération à 26,3% (hors AC)
- Un accroissement important de l'investissement communautaire (67,7 M€ pour une moyenne passée de 30/40 M€) mais qui ne s'est pas traduit par un nouveau recours à l'endettement, du fait notamment de l'apport de financements complémentaires par la Ville de Reims
- Une capacité de désendettement de 1,5 années fin 2008...
- ... Mais l'accumulation de contraintes financières exogènes (réforme des concours de l'Etat et de la fiscalité locale) et endogènes (coût du tramway) dans les années à venir

LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- la **réforme des concours de l'Etat aux collectivités locales** :
 - enveloppe normée adossée sur l'inflation prévisionnelle (+1,2% voire moins en 2010 ?)
 - extension de l'enveloppe normée à la quasi-totalité des concours de l'Etat (dont le FCTVA depuis 2009)
 - élargissement du champ des variables d'ajustement
 - ✓ nouvelle(s) baisse(s) des compensations d'exonérations
 - ✓ indexation globale de la DGF sur l'inflation
 - ✓ « gel » de la DGD
- ⇒ *Conséquence* : une **stagnation durable** des concours reçus par Reims Métropole, malgré un **ressaut ponctuel** de la dotation d'intercommunalité en 2010

LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

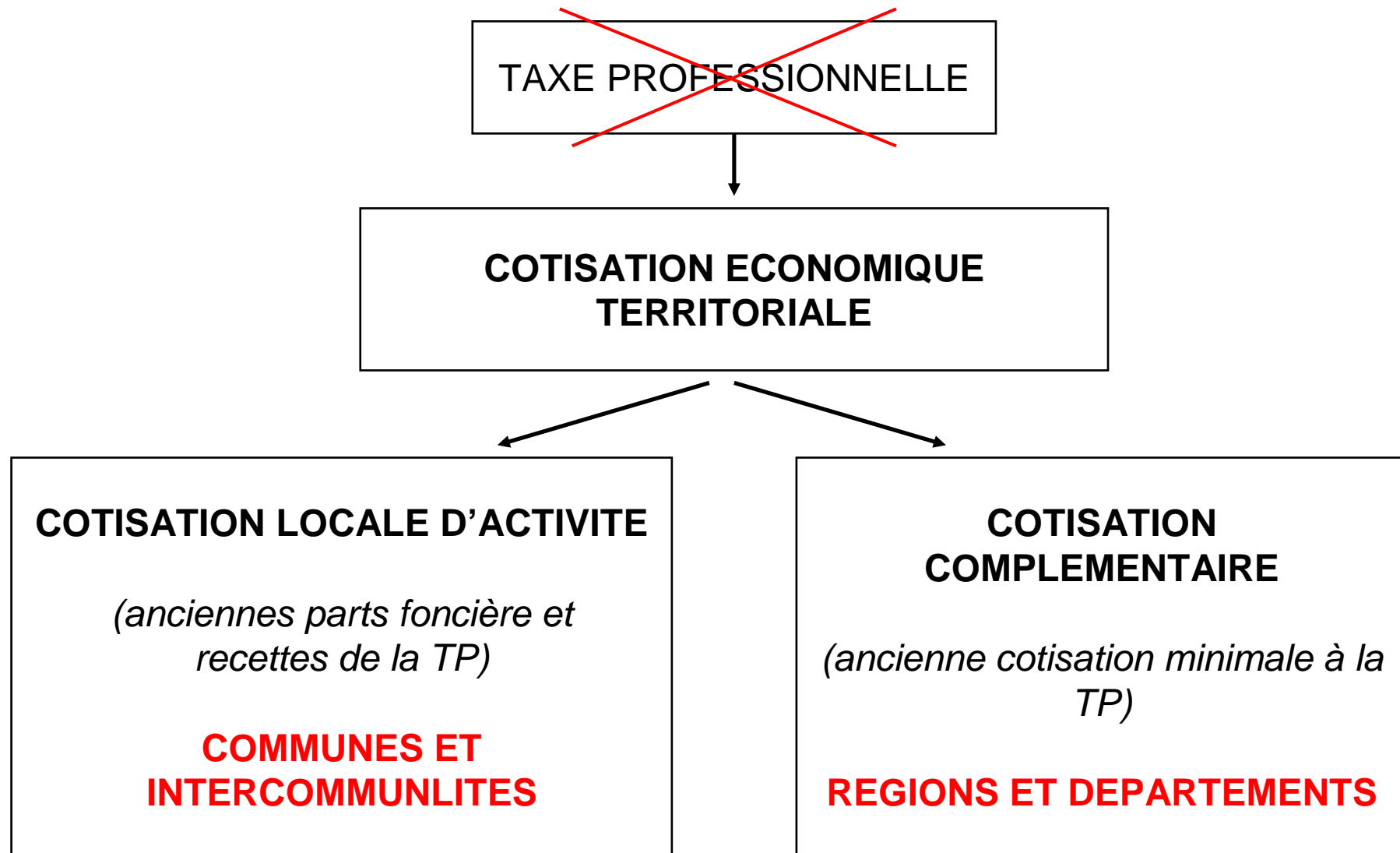


LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- la **réforme de la fiscalité locale** :

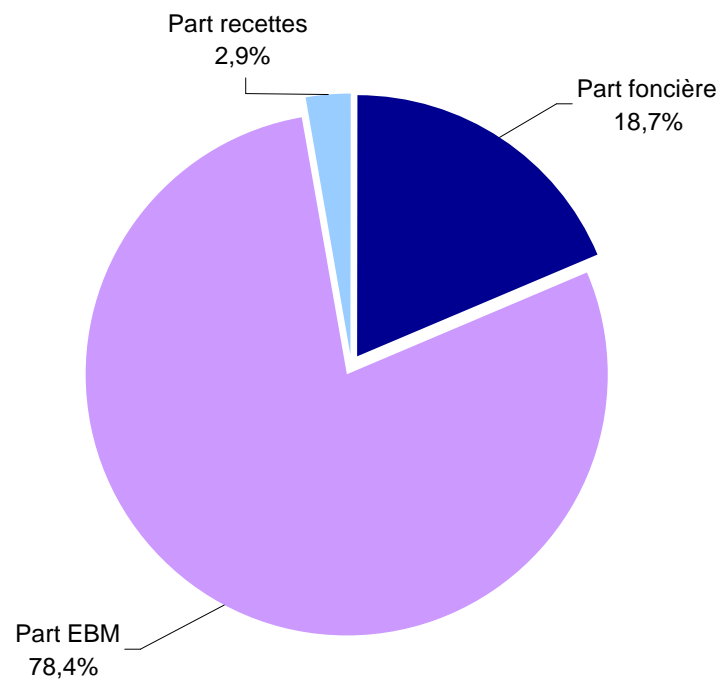
- une modification de l'assiette de la taxe, dont seraient exclus les équipements bruts mobiliers
- le remplacement de la TP par une nouvelle **cotisation économique territoriale**, dont une fraction (la **cotisation locale d'activité**) serait perçue par le couple « communes-intercommunalités »
- une nouvelle répartition des impôts locaux entre catégories de collectivités, dont les modalités font encore débat, mais qui pourrait conduire de facto les actuels EPCI à TPU à bénéficier d'une fiscalité mixte
- la mise en place d'un mécanisme « d'indemnisation » temporaire pour les communes et les EPCI « perdants »
- un retour à une stricte règle de lien (« 1 pour 1 ») entre le taux de CLA et les taux de taxes « ménages »

LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

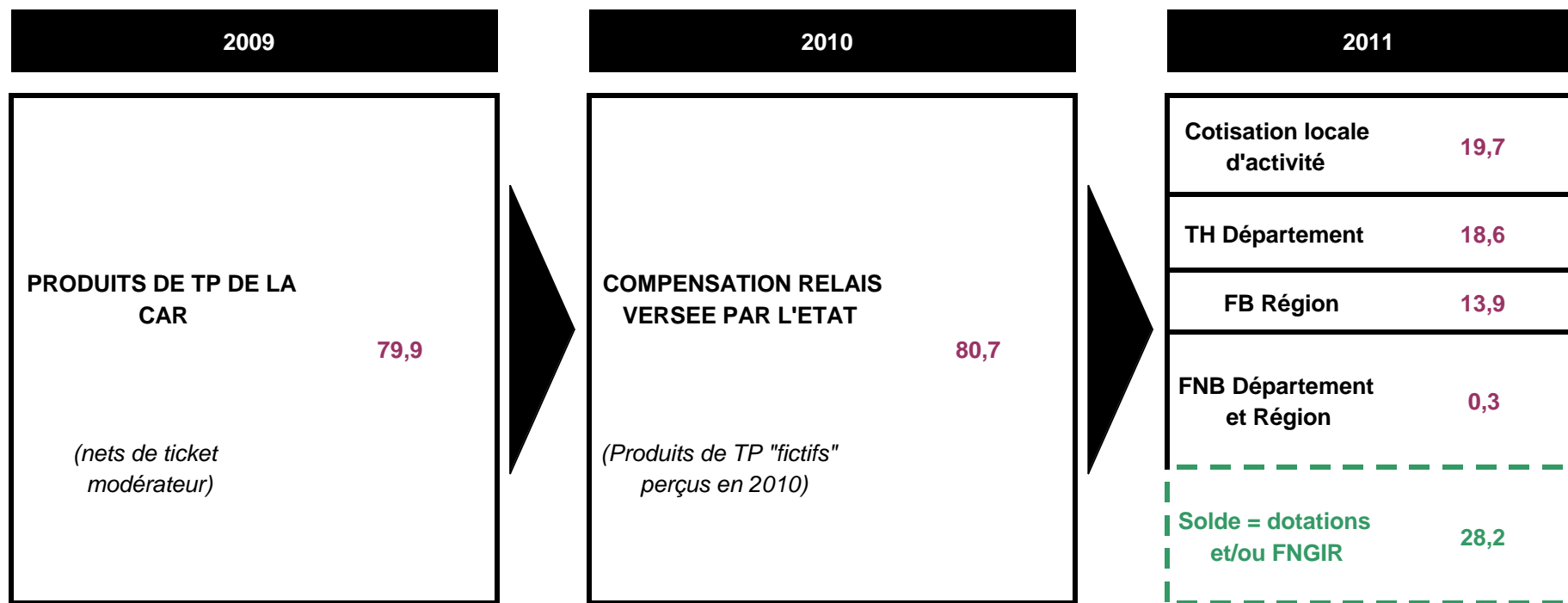


LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

Structure des bases brutes 2009 de la CAR

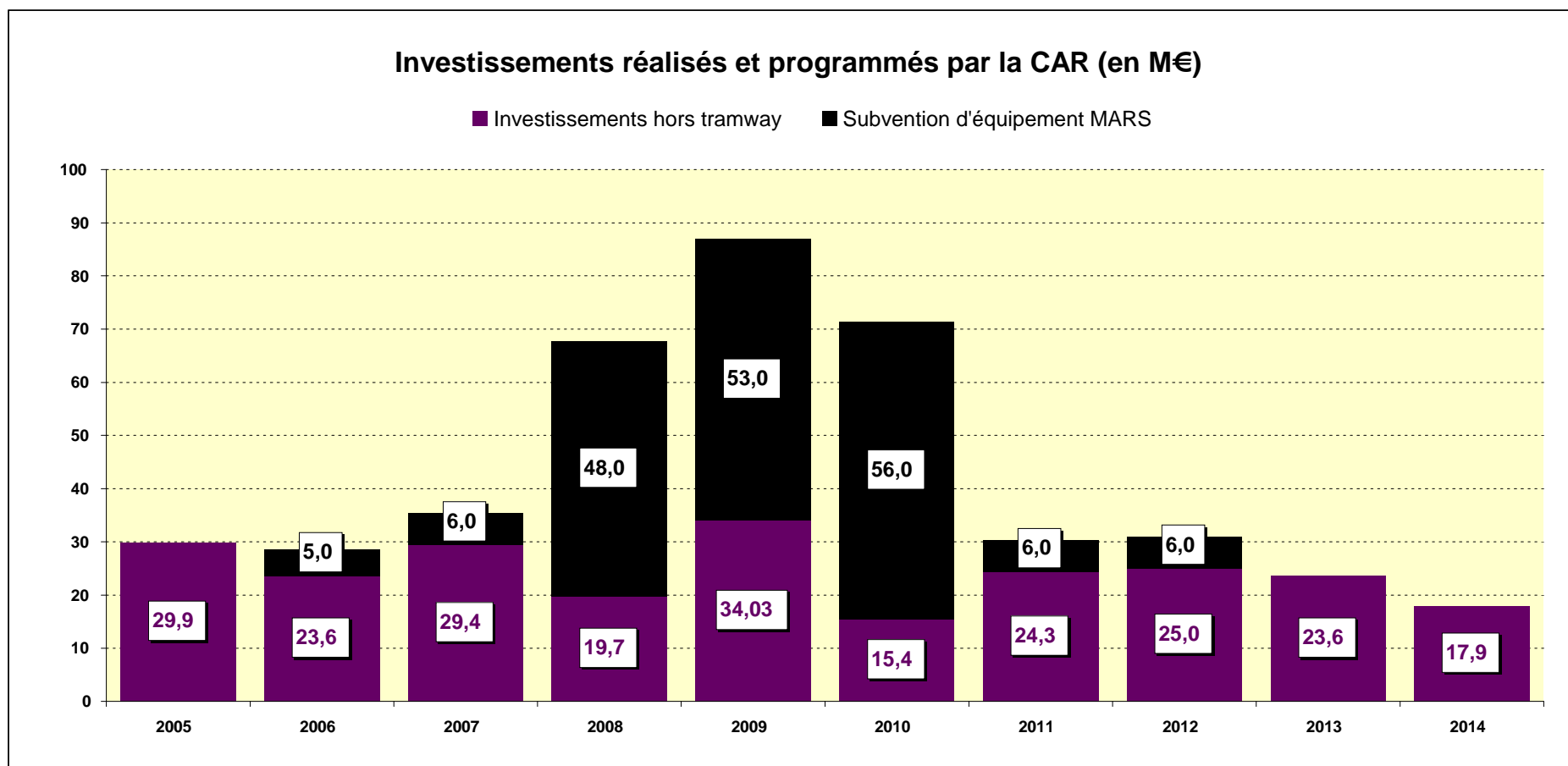


LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE



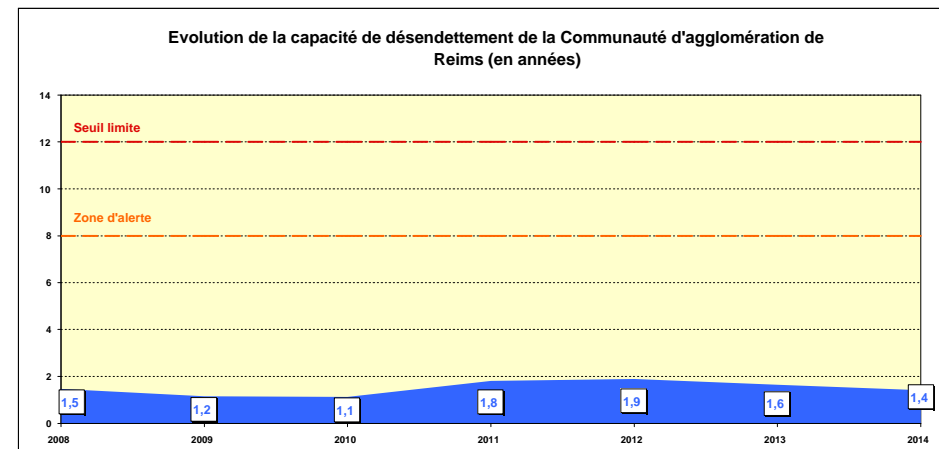
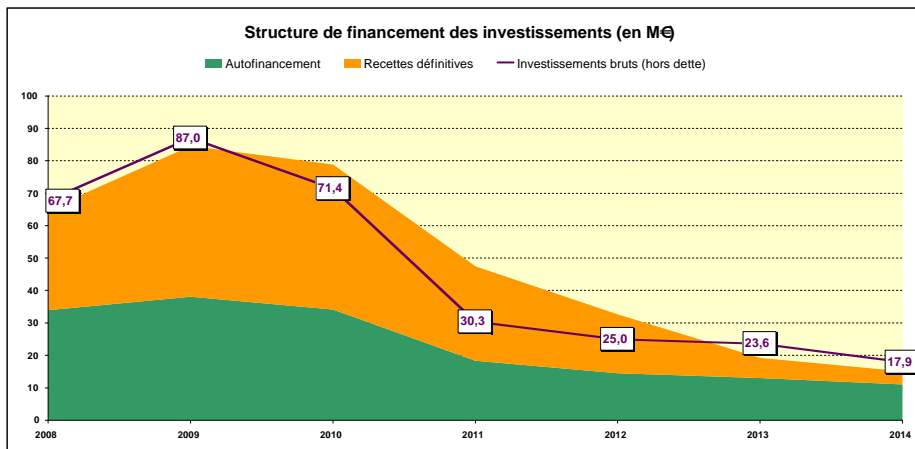
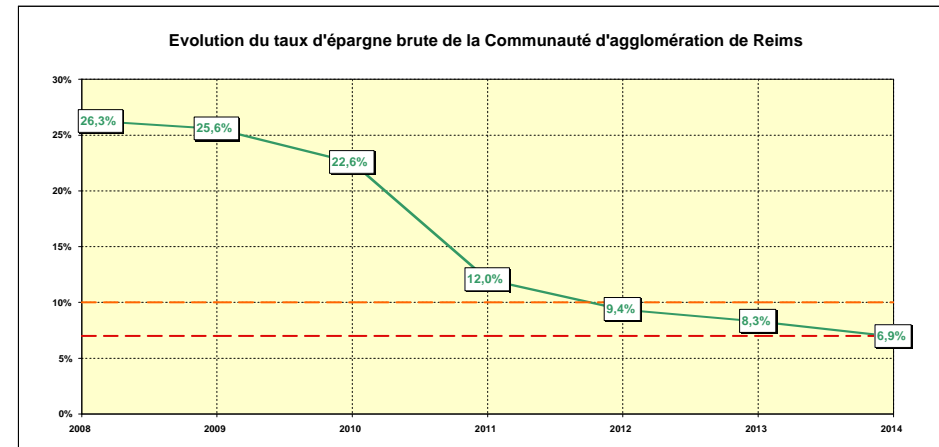
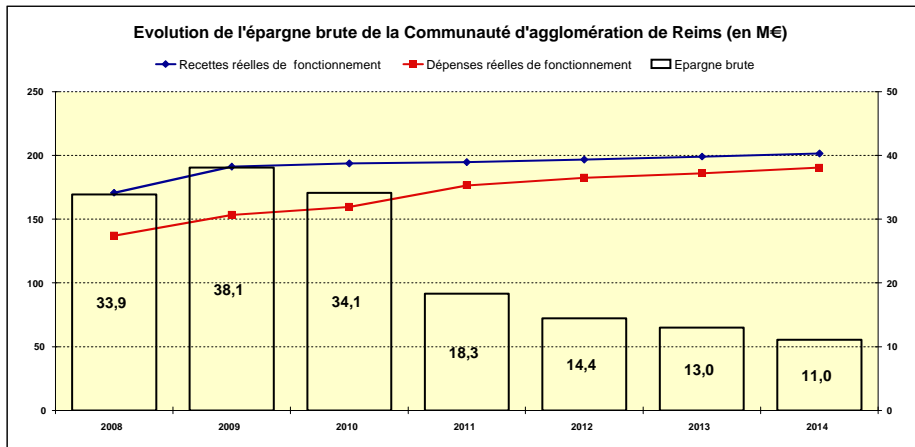
LE CADRE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- Un programme d'investissement dominé par le financement du projet de tramway de l'agglomération rémoise



RESULTATS DU SCENARIO DE BASE

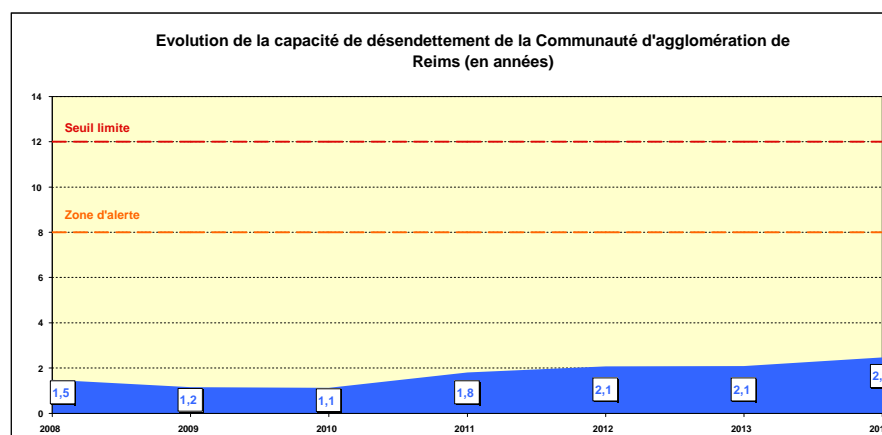
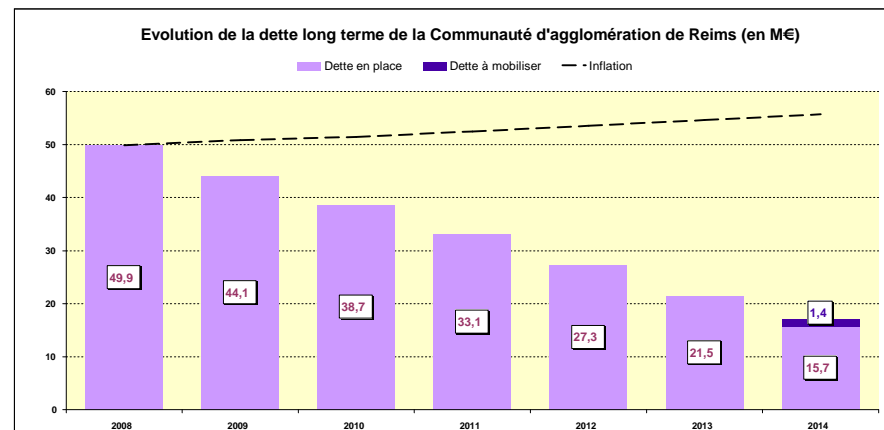
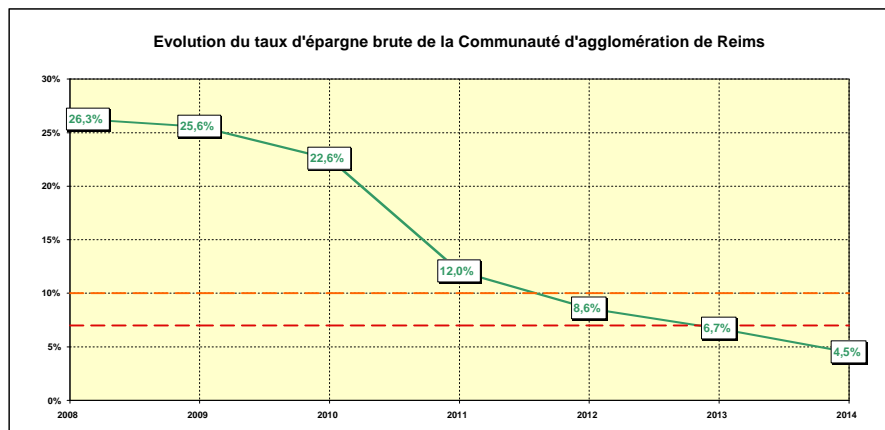
- ⇒ Recettes courantes = **+1% par an** en moyenne
- ⇒ Charges de gestion = **au-delà de +5%** (hausse de la SFE notamment)
- ⇒ **Réalisation de l'ensemble du PPI**, sans arbitrage



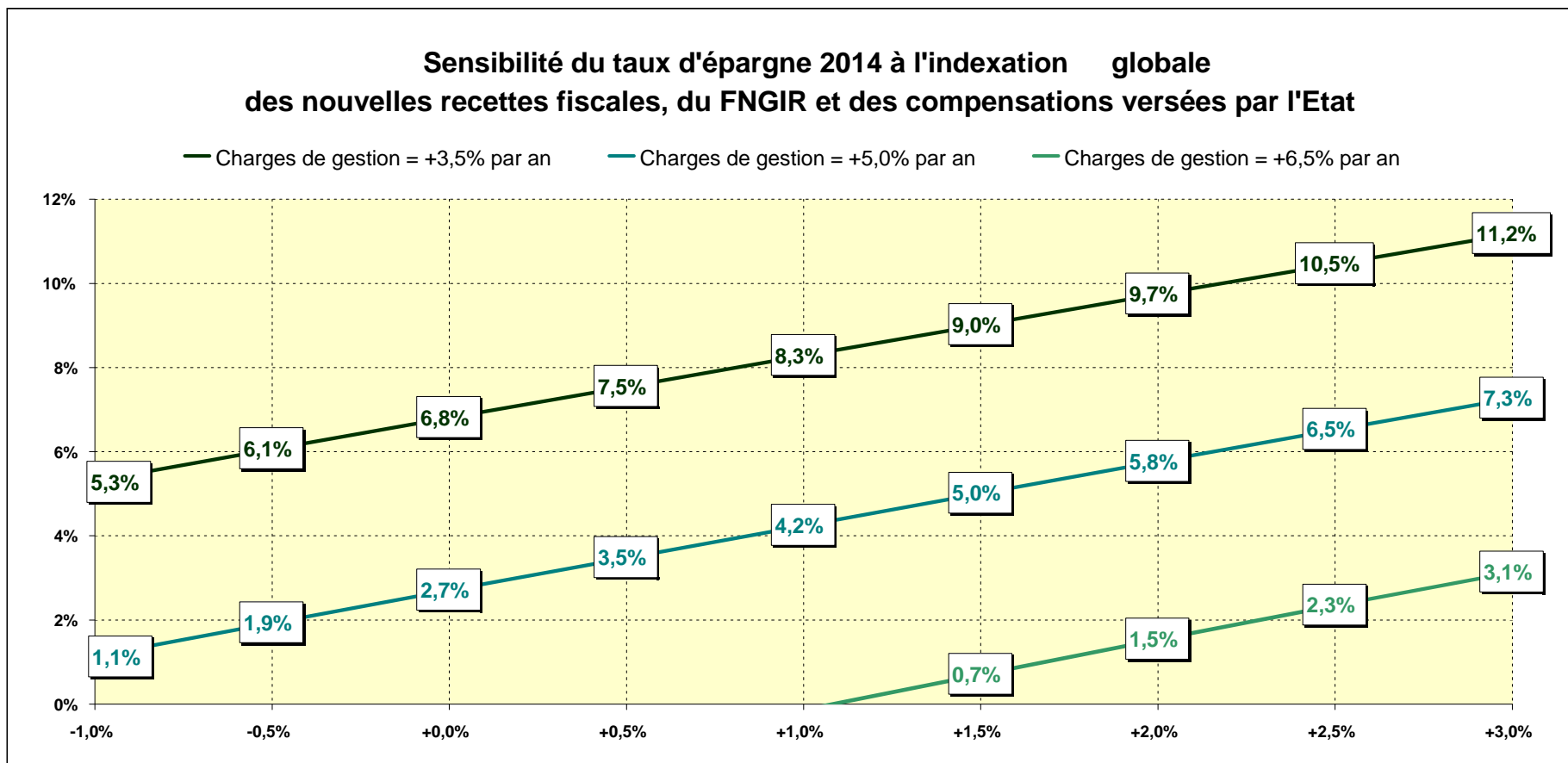
RESULTATS DU SCENARIO ALTERNATIF N°1

⇒ Bases « ménages » = **+1% par an**

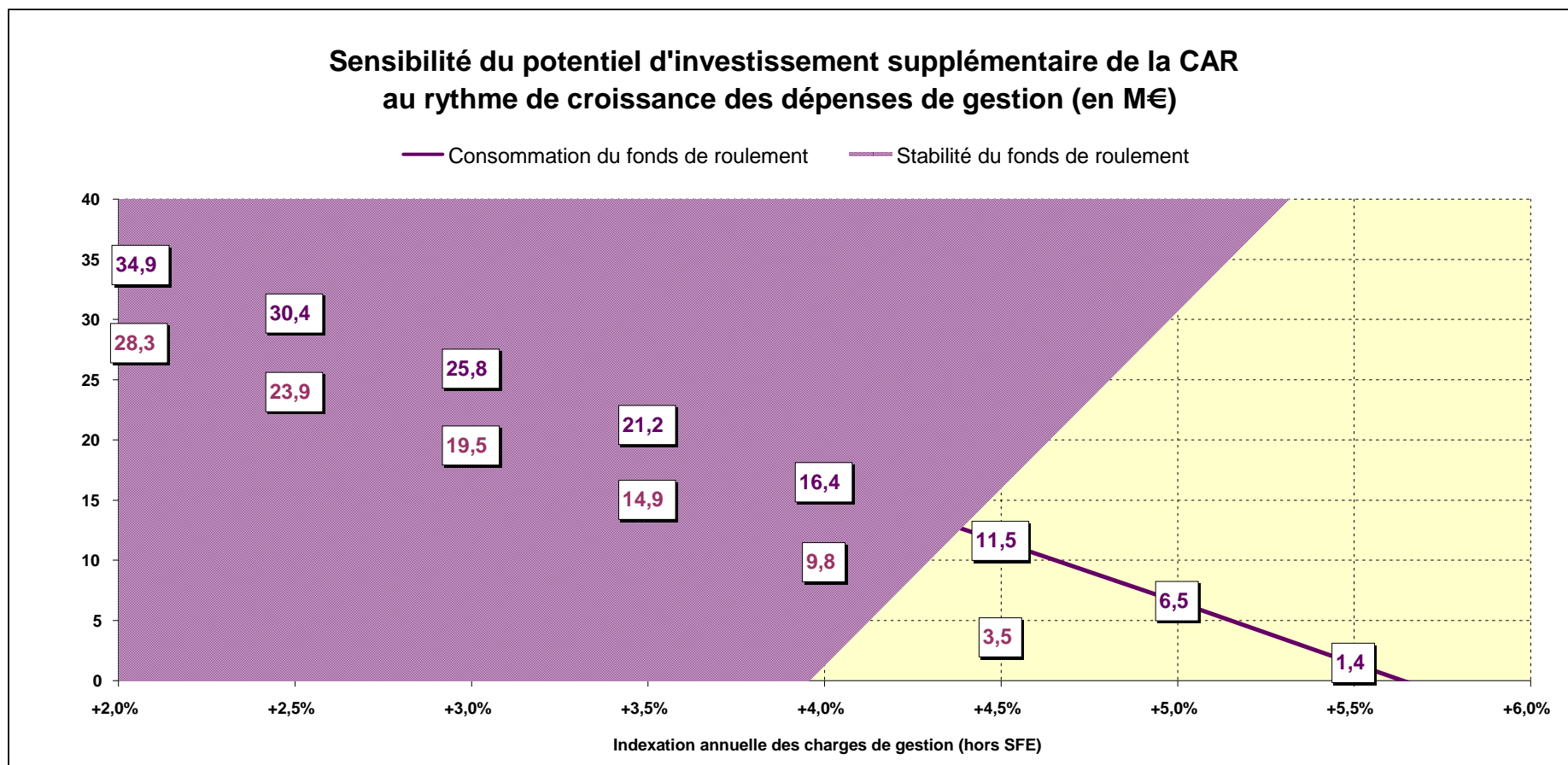
⇒ Part du FNGIR au sein des ressources de compensation = **90%**



RESULTATS DU SCENARIO ALTERNATIF N°1



RESULTATS DU SCENARIO ALTERNATIF N°2



SYNTHESE DE LA PROSPECTIVE

- **Une stratégie financière mise en place en 2008 (« gel » de la DSC et instauration d'une TEOM intercommunale) qui semble avoir au moins pour partie porté ses fruits, et devrait permettre à la CAR de faire face au ressaut de la SFE en 2011**
- **La CAR apparaît en effet de faire face au ressaut attendu de la SFE en 2011, tout en consentant à une forte réduction de son épargne brute (taux d'épargne réduit à 6,9% en 2014)**
- **Tout investissement supplémentaire (en sus de ceux inscrits au PPI et afférents à la prolongation de la LGV) sera donc soumis à un effort de maîtrise supplémentaire sur les dépenses de gestion.**
- **En réduisant à +3,5% par an l'indexation annuelle de ses dépenses de gestion (hors SFE) et en apurant ses 18,1 M€ de fonds de roulement, la CAR disposerait ainsi d'un potentiel d'investissement supplémentaire de +21,2 M€.**